

20

CONFÉRENCES COLONIALES
données à l'École de Commerce Solvay
===== 1909 =====

B

Les nègres

et la civilisation

européenne

K. RATHGEN

Professeur à l'Institut colonial de Hambourg

BRUXELLES

MISCH & THRON, EDITEURS

126, RUE ROYALE, 126

Ex

60328

MANIOC.org
Réseau des bibliothèques
Ville de Pointe-à-Pitre

FB
3253
RAT

LES NÈGRES

ET LA

CIVILISATION EUROPÉENNE

Conférence faite à l'Institut Solvay, le 14 Mars 1909

PAR

KARL RATHGEN
Professeur à l'Institut colonial de Hambourg.

60328

(EXTRAIT DE LA *Revue de l'Université de Bruxelles*)

Mai-Juin 1909

LIÈGE
Imprimerie LA MEUSE
—(SOC. ANON.)—

1909

MANIOC.org
Réseau des bibliothèques
Ville de Pointe-à-Pitre

Les Nègres et la Civilisation européenne

Conférence faite à l'Institut Solvay, le 14 Mars 1909

PAR

KARL RATHGEN,

Professeur à l'Institut colonial de Hambourg.

Pour toutes les nations que l'expansion coloniale de ces trente dernières années a conduites dans l'Afrique tropicale, le problème de la politique est à peu près identique. Belges ou Français, Anglais ou Allemands, nous rencontrons les mêmes difficultés terribles qu'une nature indomptée nous suscite, nous nous heurtons aux mêmes obstacles que l'inertie des populations indigènes oppose à notre influence, à notre action économique.

De plus en plus, nous avons la conviction, l'expérience nous l'a démontré en Allemagne, que, dans nos colonies comme dans les autres, le grand problème, le problème fondamental est celui de la *politique à suivre vis-à-vis des indigènes*.

Nous n'avons plus l'illusion de croire qu'on pourrait se passer d'eux. On n'admet plus qu'on pourrait coloniser en transplantant quelques milliers de malheureux sous le soleil impitoyable des tropiques. Pour la mise en valeur de ces régions, la race blanche fournira l'intelligence et la volonté, mais toujours la race noire fournira les bras, la force physique. Et la question se pose : comment utiliser, comment conduire cette force brute pour le plus grand bien des deux races ?

A côté de ce problème, il y en a un autre qui me semble plus difficile et plus complexe, qui s'impose dans les parties de l'Afrique qui ne sont pas, à proprement parler, des colonies tropicales, au nord et au midi du grand continent, problème qui nous touche profondément dans le sud-ouest allemand. En Algérie, dans l'Afrique méridionale, il y a des pays où le blanc

lui-même peut, sans danger pour sa santé, travailler de ses propres mains dans les champs, dans les mines, des pays où il peut vivre sans danger pour la race. Dans ces pays, l'immigration blanche, désirable en elle-même, est retardée par la concurrence de la main-d'œuvre indigène. Comment assurer l'existence des blancs là où ils ne sont pas une petite caste régnante, renouvelée sans cesse par la métropole, mais où ils représentent 15 % de la population comme en Algérie, 22 ou 24 % comme au Transvaal ou au Cap ?

Jadis, on se consolait en se disant que les races inférieures disparaissent au contact de la race blanche. Et j'ai trouvé de pareilles idées énoncées, par exemple, par des militaires, dans ces dernières années encore — même pour le Congo !

Mais l'expérience nous a démontré que, pour les races africaines, dans tous les cas, cette idée est fautive. Et si elles ne disparaissent pas d'elles-mêmes, il est impossible de les faire disparaître en les refoulant dans l'intérieur du continent, dans le désert. Ce serait impossible moralement, et en fait, ce serait une politique très imprudente, qui entraînerait des difficultés nouvelles et sans nombre.

En général, aujourd'hui, on entend énoncer l'opinion contraire, opposée, également exagérée, sur la vitalité de la race noire. On a prétendu que l'excédent annuel des naissances sur les décès serait, parmi les nègres d'Amérique ou du Cap, de 4 à 5 %. En vérité, cet excédent est, aux Etats-Unis, de 1 à 1 ½ %, et encore faudrait-il savoir si ces chiffres ne sont pas exagérés. Et si, au Cap, la population de couleur noire s'est accrue de 2 ½ % par an, c'est en grande partie à raison de l'immigration venant de l'intérieur du continent.

Mais ce sont là des problèmes qui n'existent pas pour nos possessions africaines, à moins que l'on essaie de les créer artificiellement par des tentatives de colonisation blanche sur les plateaux de l'Afrique intérieure (par exemple au Katanga), comme bon nombre de personnes le désirent en Allemagne.

Le point de départ de chaque discussion est donc que, non seulement le nègre existe dans nos colonies, non seulement il est utile pour leur mise en valeur, mais il est indispensable,

et alors la question se pose : quelle est notre position vis-à-vis du nègre ?

Je n'ai pas besoin de vous dire que les opinions, là-dessus, sont des plus divergentes. Et vous savez probablement que, en Allemagne, les discussions ont été très vives dans ces derniers temps. Les principes établis par notre Secrétaire d'Etat des colonies, M. Dernburg, ont trouvé des adversaires passionnés. Ces questions nous occupent à tel point que, récemment, un journal s'est fondé, la *Koloniale Rundschau*, pour la discussion principalement des questions indigènes.

Une colonie est-elle tout simplement une entreprise commerciale, ou bien est-ce une œuvre de civilisation, une œuvre humanitaire ?

Les indigènes ne sont-ils que des êtres méprisés et méprisables, objets de l'exploitation économique et de la domination politique, ou bien faut-il les appeler à prendre part aux bienfaits de notre civilisation aussitôt que possible ?

Faut-il les assimiler sans délai à nos institutions sociales et économiques, ou faut-il les isoler, soit pour les assujettir complètement, soit pour les protéger dans leurs institutions traditionnelles ?

Telles sont quelques opinions extrêmes, opinions qui rarement se traduisent, dans la pratique, sans restrictions ou sans adoucissements.

Ce sont des divergences qui s'expliquent par la différence des idées fondamentales sur la politique et sur la société, idées qui, pour la plupart des hommes, ne sont pas déterminées par l'expérience et les études, mais par des sentiments plus ou moins vagues, et plus encore par des intérêts économiques.

Et ces intérêts ne sont pas du tout les mêmes pour tous les intéressés : les uns veulent retirer des profits aussi vite que possible, les autres voudraient développer d'une façon durable les forces productives et la faculté d'acheter des indigènes.

Les intérêts du planteur ne sont pas identiques à ceux du commerçant. Le financier en a d'autres que l'industriel à la recherche de nouveaux marchés.

Même parmi les théoriciens et les savants désintéressés, la

divergence existe. Et cela s'explique facilement, parce que les cas particuliers diffèrent très fort. Les populations nègres sont loin de présenter cette uniformité de conditions qu'on leur prête souvent. On ne peut pas traiter de la même manière les tribus qui vivent dans la steppe et celles qui vivent dans la forêt, les tribus pastorales, dont la richesse consiste dans leurs troupeaux, et les tribus qui s'adonnent à la culture du sol.

Comparez les nègres qui sont depuis longtemps sous l'influence européenne, comme à Sierra Léone, aux guerriers sauvages qui ont formé les Empires des Zoulous et des Matabélés.

Pensez à la distance qui sépare le nègre du Soudan, qui est sous l'influence de l'Islam et les Berbères arabisés, des tribus primitives qui vivent éparses dans la grande forêt africaine. C'est une distance qui n'est pas moindre peut-être que celle qui sépare nos ancêtres contemporains de César de ceux de l'époque des Croisades.

Cette grande diversité dans les conditions d'existence des populations nègres serait à elle seule une raison suffisante pour qu'on se méfie des formules générales.

Et si vous me demandiez de vous dire quels sont les principes de la politique indigène dans les colonies allemandes, je serais dans un embarras assez grand. Car, jusqu'ici, il est impossible de parler d'une politique suivie, d'une politique fixement établie. On a fait des tentatives dans des directions différentes, on est allé au hasard; dominé en général par un esprit de bienveillance envers les indigènes, on ne s'est pas toujours rendu compte des difficultés de l'exécution, du conflit avec les intérêts des colonisateurs, de la faiblesse ou de l'indifférence de certains agents, chargés d'exécuter cette politique. D'ailleurs, sous ce rapport, nous sommes en bonne compagnie. Dans un livre bleu récent sur les affaires indigènes du Natal (Cd 3889, 1908), il est dit que la politique indigène du Natal est appelée par quelques-uns une politique d'activité, par d'autres une politique de non-activité, tandis que d'autres encore prétendent que ce n'est pas une politique du tout.

Je crois que le Natal n'est pas la seule colonie à laquelle ce mot s'applique.

La grande difficulté fondamentale est — il serait trivial d'y insister — que le nègre est différent de nous. Mais *pourquoi* est-il différent? Pourquoi est-il inférieur?

Beaucoup ont la réponse toute prête : parce qu'il appartient à une race inférieure. Mais cette réponse présume ce qu'il faudrait prouver. Si l'infériorité était due à la race, elle serait permanente, irrémédiable.

Vous savez que les théories d'après lesquelles notre race blanche et blonde est faite pour dominer et les autres pour obéir, les théories qui veulent expliquer tous les problèmes sociaux par des différences de races sont assez en vogue, notamment en Allemagne. Le comte de Gobineau a trouvé bon nombre de disciples dans la patrie de Nietzsche.

Mais vis-à-vis de ces théories, j'ai toujours éprouvé le sentiment que ce n'est pas seulement la peau des races inférieures qui n'est pas claire, mais que c'est le problème lui-même.

Au fait, que savons-nous sur les différences des races? Je ne parle pas naturellement de la différence physique. Certes, le tempérament est différent. Mais est-ce bien la race qui en est la raison ou l'unique raison? Ne serait-ce pas plutôt un effet du climat, du milieu en général? Comme la différence bien connue des méridionaux et des gens du Nord, comme la différence entre les montagnards et les habitants de la plaine?

Il est très intéressant de constater que ceux qui en savent le plus sont les plus réservés à se prononcer sur l'influence de la race.

L'excellente miss Mary Kingsley disait que c'était un problème dont elle n'aimait pas à parler. Et un auteur tout récent, Alston, déclare que certes la différence de race existe, mais que nous en savons si peu, que nous ne sommes pas fondés à en déduire les motifs de notre politique.

En effet, il m'a toujours paru que nous n'avons pas besoin de toutes ces théories de races. La distance qui nous sépare des nègres s'explique suffisamment par la différence du degré de civilisation et de l'évolution économique. C'est une différence historique plutôt qu'une différence naturelle.

Les difficultés actuelles proviennent de ce que nous apportons

en Afrique une civilisation qui est séparée de celle des nègres par un grand nombre de siècles.

Si nous considérons les conditions économiques et sociales des nègres, qui n'ont pas ou presque pas subi d'influence étrangère, la propriété collective du sol, la constitution de la famille ou plutôt du ménage, la responsabilité solidaire de ses membres, la division traditionnelle du travail entre les deux sexes, l'absence d'argent proprement dit, l'absence de production pour le marché (pour la vente), toutes ces institutions basées sur les traditions, la coutume, les croyances : où, dans tous ces éléments, trouvons-nous des institutions particulières à la race? Nous les retrouvons dans les commencements aussi bien pour la société japonaise que parmi les peuples de l'Europe.

On entend par culture nègre la manière dont les nègres cultivent le sol : ils défrichent quelque parcelle, ils la cultivent de la manière la plus intensive, sans engrais, jusqu'à ce que le sol, épuisé, rapporte si peu que ce n'est plus la peine de le cultiver; alors, on défriche une autre parcelle, de telle sorte que les champs se déplacent continuellement et parfois aussi le village lui-même; mais quiconque a lu la *Germania*, de Tacite, connaît cela très bien. Ce n'est pas du tout une « culture nègre », c'est tout simplement le système le plus primitif de l'agriculture, qui se retrouve partout.

Et cet état de choses, cette mentalité, ces croyances, ces coutumes, qui sont séparés de notre civilisation par des siècles, se retrouvent tout à coup vis-à-vis du blanc, qui arrive avec les idées et les institutions de notre époque d'individualisme et de capitalisme.

L'homme blanc arrive dans les colonies avec l'idée, qui lui est toute naturelle, mais qui pour cela n'en est pas moins naïve, que c'est le devoir de l'homme de travailler, d'avoir une profession, d'avoir le désir de gagner de l'argent. Et si le nègre ne comprend pas cet idéal, on le taxe d'indolent, de paresseux, et le problème de la colonisation se résout dans la question : « Comment faire travailler le nègre? »

C'est vrai, le nègre n'est pas travailleur; il n'a pas l'énergie d'un effort continu. On a souvent répété que l'indigène n'a aucun

motif pour travailler, parce que, dans les tropiques, la nature opulente suffit amplement à ses besoins. C'est vrai, peut-être, dans quelques parties du monde. Mais c'est faux, en tout cas, pour la plus grande partie de l'Afrique, où la grande masse vit dans un état de misère chronique. Et si l'on dit : le nègre est un enfant qui, sans se soucier du lendemain, vit au jour le jour, cela n'explique rien, parce que nous demandons tout de suite : pourquoi donc cette insouciance, d'où vient cette imprévoyance ? Et la réponse est encore : ce n'est pas parce qu'il est un nègre, mais parce qu'il est un primitif. Un homme primitif n'a pas la notion que l'homme est une créature qui agit d'une manière rationnelle et dont les actes sont dominés par son intérêt économique.

Et cet homme économique idéal, est-ce qu'il se trouve partout dans la race blanche ? On ne saurait l'affirmer, lorsqu'on lit certaines descriptions de la plèbe napolitaine, par exemple. Mais ce même Napolitain est un travailleur infatigable, transporté dans un autre milieu, à la Nouvelle-Orléans, par exemple.

Nous lisons certaines plaintes sur le manque de constance des ouvriers, leurs déplacements continuels et, par conséquent, le manque d'ouvriers éprouvés : eh bien, ce peut être aussi bien la Chambre des mines de Johannesburg, qui parle ainsi, que la Chambre de commerce de Dortmund. Et dans les mêmes lieux, si différents en apparence, vous rencontrez aussi la même opinion qu'il est superflu que l'ouvrier reçoive une bonne éducation à l'école, que l'ouvrier ignorant est le meilleur.

En Allemagne, j'ai observé que les journaux qui demandent une politique d'assujettissement des indigènes sont les mêmes qui, dans nos différends en politique sociale, prennent invariablement et sans réserve le parti des patrons. C'est le *Herrenstandpunkt*, le principe de domination dans les deux cas.

Je ne discute pas ces arguments. Je ne tiens qu'à démontrer qu'il ne s'agit pas ici de problèmes particuliers aux nègres.

Et si un critique anglais, l'autre jour, a comparé le Natal à l'Irlande dans sa plus mauvaise période, il a démontré que les mêmes causes économiques produisent les mêmes effets, qu'il s'agisse des Zoulous ou des fils d'Erin.

Pour la mise en valeur des colonies tropicales par des entrepreneurs européens, pour les plantations, pour les mines, pour les constructions de chemins de fer, le grand problème, en effet, est celui de la main-d'œuvre. Et c'est là que nous entendons les plaintes résultant de ce que le nègre ne veut pas travailler.

Est-ce bien vrai? Qu'il manque d'énergie, il n'y a pas à en douter. Mais la plupart des blancs qui vivent longtemps dans les pays tropicaux, surtout ceux qui y vivent depuis des générations, ne sont pas tous des modèles d'énergie non plus. Mais pour eux-mêmes, dans leur ménage, pour leur propre compte, les nègres travaillent, très peu, il est vrai, dans certaines régions, mais toujours ils travaillent, ils vont à la chasse, ils protègent les champs contre les irruptions des animaux sauvages, ils s'occupent de la récolte ou ils défrichent le sol, ils ont toute sorte d'affaires, importantes pour eux, dans le village, dans la tribu. Il y a même des peuplades qui travaillent comparativement beaucoup dans les champs, comme dans le Togo, ou comme les Wanyamwezi, au sud du lac Victoria. Ce que le nègre ne connaissait pas, ce n'est pas le travail, c'est le salariat. Et la difficulté est de trouver des hommes prêts à travailler pour d'autres.

Pour apprécier cette difficulté, il faut d'abord se rendre compte du nombre restreint d'ouvriers que le pays peut fournir. La plupart des explorateurs ont des notions exagérées sur l'importance de la population. La population, presque partout, est comparativement très rare, surtout dans les régions où, depuis peu seulement, l'administration européenne a mis fin à la chasse à l'homme, ou aux guerres incessantes qui ravageaient le pays. Ensuite, il ne faut pas oublier que seulement un nombre comparativement restreint des hommes peut s'absenter pour un temps prolongé. Il faut toujours craindre que l'économie domestique des indigènes souffre par l'absence d'un trop grand nombre d'hommes. Etant donné leur système de culture peu rémunérateur, il peut facilement arriver que les cultures vivrières ne suffisent plus à la nourriture du village, que les femmes soient surmenées, que, par conséquent, la natalité baisse. Dans les îles du Pacifique, le recrutement excessif des ouvriers pour les plantations a eu déjà des conséquences funestes, et je ne crois pas me

tromper, en disant que l'attraction du Witwatersrand commence à se faire sentir de la même manière dans l'Afrique centrale.

Ensuite, il ne faut pas oublier que la majorité des ouvriers est employée à une distance parfois très grande de leur pays. Il est vrai que beaucoup de nègres ont des habitudes migratrices, que, n'étant pas établis d'une façon tout à fait sédentaire, ils se déplacent facilement. Mais, d'un autre côté, il faut se rendre compte que ce n'est pas une petite entreprise pour le nègre que d'aller travailler à une distance de 700, de 1,000, de 1,500 kilomètres. Pensez à ces distances énormes, aux dangers du voyage, à la difficulté de trouver de la nourriture en chemin. Bon nombre de ces ouvriers succombent aux fatigues, pendant le voyage, beaucoup arrivent à destination tellement exténués qu'ils supportent difficilement les travaux inusités auxquels ils sont employés. Il y en a qui souffrent tellement de nostalgie, loin de leur vie de village avec ses distractions traditionnelles, qui souffrent tellement d'être soumis à une vie de travail continu, qu'ils se laissent mourir sans résistance.

C'est ainsi que beaucoup ne reviennent jamais au pays.

Si l'on pense à tout cela, on est plutôt étonné qu'il se trouve en si grand nombre des ouvriers qui se font à cette vie nouvelle. Les derniers livres bleus sur le recrutement pour les mines du Transvaal et de Rhodesia nous montrent qu'il y a toute une poussée d'ouvriers qui descendent des plateaux du centre vers le sud. En 1906-7, 14,000 ouvriers ont quitté le *Central african protectorate*, pour leur propre compte, lorsque le recrutement était suspendu. Des milliers de nègres arrivèrent, en 1907, du territoire portugais, sur le haut plateau du Shiré, cherchant du travail. Aussi, le nombre des ouvriers de couleur au Rand va grandissant d'année en année.

Nous observons, dans nos colonies allemandes, qu'une fois les premières difficultés surmontées, la main-d'œuvre ne manque pas pour les travaux des chemins de fer qui sont actuellement en construction un peu partout. Dans le dernier rapport sur l'Afrique orientale, il est dit que, dans les plantations où les nègres sont bien traités, on ne manque pas d'ouvriers. Ce qui n'empêche pas, d'ailleurs, que les planteurs se plaignent. Mais je n'ai jamais

entendu, dans une colonie de n'importe quelle nation, que les planteurs se soient déclarés satisfaits.

Naturellement, il ne s'agit pas seulement d'avoir des ouvriers, mais d'en retirer un travail efficace. Et c'est ici surtout que les habitudes du nègre sont en conflit avec les intérêts du patron européen. Il n'y a pas seulement le fait que, souvent, il se nourrit d'une manière qui le rend incapable de soutenir un effort continu, qu'il souffre de maladies, que la mortalité est parfois énorme. Mais tout ce système de travail continu, que la grande entreprise moderne demande, lui est étranger et nouveau. Nous oublions trop facilement que, chez nous aussi, ce système de travail précis, continu, régulier, est chose nouvelle, et que même parmi les membres de la race blanche, il y a des différences d'aptitudes considérables sous ce rapport.

Dès à présent, nous sommes fondés à dire, si peu que l'expérience ait duré dans l'Afrique tropicale, que l'habitude du travail et que l'efficacité du travail font des progrès partout où le nègre voit que cela vaut la peine de travailler. Les progrès sont lents, il y a des peuples où ils sont très lents. Mais, il y a progrès.

Sir Godfroy Lagden, qui est, je crois, l'autorité anglaise la plus éminente en ces matières, a dit que le nègre travaille bien là où il est content, où il est bien nourri, bien logé, où il trouve l'assistance médicale, où les surveillants ne commettent pas d'excès, où l'ouvrier est sûr qu'on ne lui fera pas de retenues arbitraires sur son salaire, où on trouve des formes de salaires, dont le nègre comprend l'utilité (travail à la tâche, etc.)

De cette manière, on a fait travailler le nègre là où la force, la contrainte étaient restées sans effet. Je n'ai pas besoin de vous rappeler ici les expériences instructives qu'on a faites lors de la construction du grand chemin de fer du Congo.

L'entrepreneur blanc ne voit dans le nègre que la main d'œuvre qu'on peut utiliser. Mais j'espère bien que la création d'un prolétariat noir ne sera pas le dernier mot de la politique coloniale. L'expérience des Etats-Unis démontre les difficultés qu'on se préparerait. Il s'agit d'une tâche bien autrement grande. Il s'agit de former une société nouvelle.

Car nous ne pouvons en douter : au contact de la civilisation européenne le nègre ne disparaît pas, comme nous avons vu, mais son organisation sociale s'efface. Elle se décompose sous l'influence d'agents multiples d'ordre intellectuel aussi bien que d'ordre matériel.

Nulle part le nègre ne restera ce qu'il est à présent. Il ne s'agit pas de ce que nous désirerions faire ou empêcher, pour maintenir le nègre dans son état actuel ou non, il s'agit d'une évolution qui transforme les conditions sociales des peuples primitifs nécessairement, fatalement. Nous pouvons aider cette transformation, la diriger, la retarder. Mais nous ne saurions l'empêcher.

Le nègre a vécu pendant des siècles d'une vie toute de traditions, dominée par des coutumes séculaires. Ses institutions, ses croyances, si étranges qu'elles puissent nous sembler, ont exercé sur lui une influence constante, elles ont été le soutien moral de sa vie journalière, donnant un caractère traditionnel et consacré à toutes ses occupations.

Même les pratiques de la sorcellerie, que nous ne pouvons tolérer, ont eu pour premier effet de maintenir l'ordre, de protéger les mœurs, la propriété.

Au contact de l'Européen toutes ces vieilles autorités s'affaiblissent, leur caractère change, et avec ces changements la force de résistance contre le mal, l'empire des vieilles coutumes deviennent de plus en plus faibles et finissent par s'écrouler.

La position du chef de la tribu change sous l'influence européenne. Parmi les nègres les plus primitifs l'organisation est très démocratique, le pouvoir du chef très restreint. L'Européen arrive : il rend responsable le chef, il s'adresse à lui pour tout ce qu'il lui faut : prestation de vivres, porteurs, marchandises. Cela peut avoir des effets tout à fait défavorables : parfois l'autorité du chef est affaiblie. Les hommes forts vont se soustraire à ses ordres et tout le poids des prestations tombe sur les femmes, les enfants, les vieillards ; le village est désorganisé. Dans d'autres cas, l'autorité du chef s'augmente du pouvoir blanc, qui est derrière lui. De démocratique, la constitution de la tribu devient despotique. Le chef profite de ses nouveaux pou-

voirs pour s'enrichir. Ici encore la vieille organisation, les traditions, les coutumes, sont ébranlées.

Le chef est le premier, dans la tribu, à s'enrichir par le commerce avec les nouveaux venus, car c'est lui qui fait le commerce. Au moment où le sol acquiert de la valeur par l'arrivée des blancs, la propriété foncière a une tendance à changer de caractère. De collective, elle devient individuelle et en disposant de la propriété commune à son propre profit, le chef encore s'enrichit. L'arrivée du commerçant européen a donc pour effet de créer ou d'augmenter l'inégalité de la richesse.

Autre exemple : la servitude est une des institutions fondamentales chez la plupart des nègres. Mais une fois un gouvernement européen établi, il ne saurait tolérer l'esclavage. S'il ne l'abolit pas radicalement, au moins il est obligé de le mitiger, de reconnaître seulement certaines formes du servage, de captivité de case. Il ne saurait se dispenser de faciliter l'émancipation. Au commencement, le serf peut-être ne tirera pas profit de sa nouvelle situation. Il ne sait que faire de cette nouvelle liberté, qui le laisse isolé et sans protection. Mais bientôt il comprendra qu'il peut vivre indépendamment de son maître, qu'il peut le quitter sans être ramené de force. Et là encore un des fondements de la vieille société est ruiné.

De même que pour l'esclavage, la position de la femme change, plus lentement, parce qu'il n'y a pas une influence extérieure qui opère directement, mais même ici les nouvelles influences s'infiltrèrent peu à peu. Si le prix du bétail monte, il devient de plus en plus difficile d'acquérir des femmes, là où c'est la coutume de les échanger contre un certain nombre de bestiaux. Au Sud de l'Afrique, où les guerres et les épizooties ont ravagé les troupeaux, il est beaucoup plus difficile de réunir le nombre de bestiaux nécessaires pour avoir une femme, il faut travailler plus longtemps.

Il y a une règle d'économie politique d'après laquelle, si la valeur du moyen d'échange s'accroît, les prix baissent. Mais dans le Sud de l'Afrique, les grandes enquêtes récentes nous montrent le contraire. Le bétail est plus cher et pourtant il faut un nombre de bestiaux plus grand qu'auparavant pour avoir une femme.

Evidemment, la facilité de gagner le prix d'une femme en travaillant aux mines du Rand a augmenté la demande et, par conséquent, les prix.

Cela démontre la tendance générale qui est de restreindre la polygamie.

On dira que ce sont là des influences locales. Mais il y a d'autres influences qui opèrent, d'une manière peut-être lente, mais efficace.

De temps immémorial la division du travail entre les sexes a assigné certaines opérations aux femmes, la cueillette des fruits et des racines dans la forêt ou dans la steppe, la culture des champs. Des deux côtés, ce rôle de la femme peut subir un changement : par le commerce et par la technique.

Le commerce, qui procure un certain profit par les produits du sol, est le grand tentateur, qui fait travailler le nègre un peu plus qu'avant, de manière que le travail des femmes ne suffit plus.

Là où le nègre est déjà agriculteur, où il est sédentaire, nous voyons que rapidement il comprend l'avantage de prendre part aux travaux des champs et nous voyons le paysan nègre, aussi âpre au gain, sinon aussi laborieux que le paysan des autres races. Mais du moment que l'homme prend une part plus active aux travaux des champs, la position de la femme, et par conséquent la constitution de la famille, commencent à changer.

Toute cette vieille division du travail repose sur l'usage de certains outils, de certaines pioches, consacrés par la tradition. Du moment qu'on réussit à introduire l'usage de nos outils perfectionnés, les vieilles coutumes changent. Et c'est justement pour cela qu'il est si difficile de faire adopter par des hommes primitifs de nouveaux procédés de culture, de nouvelles formes d'outils.

Si l'on parvient à introduire l'usage de la charrue traînée par des bœufs, la tâche de la femme est sensiblement diminuée et il devient moins nécessaire d'employer son travail. Cela de nouveau enraie la polygamie. Il est vrai que dans les tropiques, c'est un progrès très difficile à réaliser. D'abord il y a des régions où on ne peut pas employer de bœufs (ou d'autres bêtes de trait),

parce qu'ils succombent à la mouche tsétsé. Mais dans d'autres pays, où ce fléau n'existe pas, le nègre s'adapte néanmoins difficilement à ces nouveaux procédés de travail. Il paraît que ses coutumes doivent être ébranlées complètement avant qu'il se décide à employer la charrue.

C'est dans le Sud de l'Afrique que nous voyons à cet égard des progrès rapides. A l'occasion du dénombrement de 1904, on a compté 14,000 charrues dans le pays des Basouto; on en a compté 45,000 dans les « territoires indigènes » (native territories) dans la partie orientale de la Colonie du Cap.

Ce qui est vrai de la charrue, s'applique à d'autres outils perfectionnés qui changent la manière de travailler.

D'un autre côté, le système économique des indigènes est atteint par la concurrence de marchandises étrangères qui modifient le rôle des produits indigènes. Si l'on importe des tissus, ils servent en partie à développer un nouveau besoin. Là où les nègres ont l'habitude de vivre nus ou presque nus, les tissus étrangers ne modifient pas les industries indigènes. Mais là où ils sont un peu plus civilisés, où ils portent des habits et où les étoffes sont fabriquées par les femmes, c'est une occupation rendue superflue par l'importation des tissus européens. Les femmes quittent les métiers, et voilà encore un élément qui influe sur la situation de la femme.

Inutile d'ajouter que ces conséquences de notre expansion économique agissent avec beaucoup plus de force sur la condition économique des populations plus avancées que sur celle des nègres. Dans l'Afrique du Nord, aux Indes, en Chine, nous pouvons observer l'influence destructive de nos industries sur les tisserands, les forgerons, et nous assistons à une grande transformation économique et par là sociale.

Ce n'est pas seulement le travail des femmes qui est allégé par le contact des influences européennes. Les occupations des hommes sont aussi profondément atteintes. Nous établissons la paix universelle. Les petites guerres continuelles disparaissent. Mais avec elles disparaît ce qui, parmi les oppresseurs et opprimés, occupait surtout l'attention des hommes. Le gibier se fait rare et la chasse perd de son importance.

La politique des tribus et des villages, qui, en des palabres interminables, faisait la joie du nègre, perd de son importance ancienne sous l'influence de notre administration, et les chefs, les hommes âgés s'en ressentent. Il se fait, pour ainsi dire, un vide dans l'existence du nègre et naïvement il se sent mal à l'aise.

Nous pouvons observer que partout où l'influence européenne se poursuit depuis quelque temps déjà, l'autorité de la famille sur ses membres est ébranlée.

Au Natal, les vieux chefs et pères de familles se plaignent que les jeunes gens ne veulent pas rapporter à leurs parents l'argent qu'ils gagnent, mais qu'ils le dépensent pour eux-mêmes. L'introduction d'une capitation, d'un impôt payé par tête et non par famille, a fourni un nouveau prétexte à cet égoïsme croissant.

On se plaint que les jeunes filles tentent de se soustraire de plus en plus à l'autorité de la famille, qu'elles consentent à prendre part seules à des festins de bière nègre, qu'elles vagabondent et qu'à la fin elles rapportent des bâtards au kral natal.

Très instructive, cette autre observation, qui démontre comment les anciennes institutions s'émoussent : la vieille hospitalité disparaît et les indigènes vendent leur bière au lieu de la donner aux passants.

Et ce que les grandes enquêtes nous enseignent pour le Sud, est affirmé presque dans les mêmes termes pour l'Ouest, pour la Côte de Guinée, par Miss Kingsley. Là aussi, les vieilles autorités s'en vont.

Si nous voyons ici en partie l'influence du travail salarié, qui dissout la famille, n'oublions pas que le *travail migrateur*, qui mêle les membres des peuples les plus variés et les unit dans une communauté d'intérêt, est, en lui-même, un agent de nivellement et de dissolution des vieilles coutumes.

On comprend très bien que les vieilles négresses, qui transmettent les traditions de génération en génération, soient les principales adversaires de ces influences blanches. Et c'est une hostilité qu'il ne faut pas méconnaître, parce qu'il n'y a pas de personne

au monde qui ait une aussi grande influence sur le nègre que sa mère.

On ne saurait douter que l'évolution subie par les populations indigènes de l'Afrique peut avoir des conséquences funestes non seulement pour les nègres, mais aussi pour la domination européenne.

Cette domination repose en partie sur le manque d'unité parmi les indigènes, sur leurs rivalités, les hostilités, les antipathies qui séparent tous ces peuples les uns des autres. Mais en établissant la paix universelle, nous supprimons nous-mêmes ces obstacles à l'unité. Les vieilles haines disparaissent; par la migration des ouvriers, ils commencent à se connaître, une certaine solidarité peut naître.

J'avoue que, pour ma part, je n'attache pas, d'ici à un avenir lointain, beaucoup d'importance à cette crainte d'un danger politique résultant de la solidarité des indigènes.

Je crois que le danger est beaucoup plus grand à un autre point de vue, *au point de vue social*.

C'est une nouvelle société qui se forme en Afrique, et ce n'est pas *une* société, mais c'est *la société moderne*, la société individualiste et capitaliste, qui fait son entrée. Cela ne s'accomplit pas d'un jour à l'autre, bien entendu; mais nous voyons surgir peu à peu cette société moderne qui repose sur la propriété privée, sur la responsabilité de l'action individuelle et sur le salaire.

Inutile d'expliquer qu'à la longue, avec cette société moderne, se produit la différenciation des classes sociales, qui transformeront le groupement social de la société indigène. Le grand danger que j'entrevois résulte de ce que l'antagonisme naturel des classes sera doublé de l'antagonisme des races.

Les influences économiques font naître le danger que le nègre soit prolétarisé, que non seulement une classe ouvrière nombreuse se forme, ce qui est inévitable et nécessaire au développement économique, mais que l'agriculteur, avec l'insouciance des peuples primitifs, se laisse dépouiller de sa propriété et soit prolétarisé à son tour.

Les peuples qui sont un peu plus avancés connaissent ce danger très bien. Les troubles de ces dernières années, au Natal,

avaient leur origine dans la crainte des Zoulous de se voir enlever leurs terres, et nous avons fait la même expérience douloureuse dans notre Sud-Ouest Africain. Les populations plus primitives se laissent faire. Ceux qui ont à cœur surtout de multiplier la main-d'œuvre voudraient restreindre, autant que possible, les terrains assignés aux indigènes, pour les contraindre à travailler pour l'entrepreneur blanc.

Je crois que c'est une politique très dangereuse, parce que le danger de la prolétarianisation de toute la masse de la population est augmenté de cette manière.

On a non seulement proposé, mais on a même essayé d'obvier à ces dangers de l'avenir par différents systèmes.

Les uns disent : il faut prévenir les conflits en séparant aussi complètement que possible les intérêts des blancs et les intérêts des noirs. C'est ce qu'on a essayé dans le protectorat du Basutoland, et d'une manière moins complète dans les protectorats du Betschouanaland et du Swaziland.

Le Basutoland, pays séparé de ses voisins par de hautes montagnes, est une confédération de tribus nègres sous le protectorat anglais. Les blancs sont exclus du territoire, aussi bien que les spiritueux. Ils ne peuvent acquérir de terrain. La propriété foncière est indivise dans les tribus. L'isolement paraît être complet.

Eh bien ! qu'est-ce qui arrive ? Comme les blancs ne sauraient exploiter les indigènes, ce sont les chefs qui le font. Ils commencent à opprimer leurs sujets, à multiplier les prestations, parce qu'ils veulent vivre d'une manière plus confortable, dans une plus grande aisance. Et comme ils ne savent pas faire autre chose, cette aisance se traduit surtout dans une consommation croissante d'eau-de-vie, que, étant chefs, ils savent se procurer. Et ces chefs commencent à dégénérer.

D'autre part, l'exportation du blé donne de bonnes recettes. L'agriculture se développe. Comme je l'ai dit déjà, l'usage de la charrue se répand, d'où augmentation du travail des hommes et diminution de la polygamie.

Le peuple augmente et, pour gagner de l'argent, les jeunes gens vont dans les territoires voisins pour y travailler.

Ils commencent à discuter l'abolition de la propriété commune et la répartition des terres.

Bref, nous voyons tous les éléments de la transformation à l'œuvre, malgré l'isolement du pays. C'est tout simplement l'effet de la paix et de l'évolution économique.

Un autre plan pour obvier aux dangers indigènes consiste à maintenir les nègres dans un état d'assujettissement complet. C'est le système des Boers que nous trouvons dans leurs ci-devant républiques et dans le Natal.

Dans les républiques, on a détruit entièrement l'organisation des tribus. On a réparti les indigènes dans les fermes, où ils sont domestiques ou métayers. Ils ne peuvent acquérir de terrains. Ils doivent être munis d'un passe-port lorsqu'ils quittent leur ferme.

Dans les états boers, les indigènes n'étant pas nombreux, on a très bien réussi à les tenir en respect. Mais c'est tout ce qu'on peut dire en faveur de ce régime. Le nègre du Transvaal ne travaille pas plus que le nègre libre du Cap. Au contraire. Ni le nègre ni le blanc, dans ces pays, ne consomment les produits européens en quantités considérables. Ils sont économiquement faibles et peu développés. Et c'est tout naturel. Le Boer lui-même n'est pas travailleur, parce qu'il est content du fond de travail à bon marché que lui procurent les noirs et sa ferme. Des hommes compétents, comme Davis et beaucoup d'autres, trouvent que c'est là la raison du peu de développement du système économique dans l'Afrique méridionale.

Et depuis que l'isolement du pays a cessé, le Boer subit les mêmes influences transformantes que le nègre.

Au Natal, le même système a été introduit par les Boers, et on l'a gardé après qu'ils sont partis pour se soustraire à la pression de l'énorme majorité des noirs. Aujourd'hui, on est d'accord, je crois, pour dire que les conséquences du régime des indigènes au Natal ont été déplorables. Le nombre des nègres est trop grand pour qu'on puisse les répartir tous. En grande partie, il faut les laisser dans des territoires réservés. Dans le reste du territoire, la répartition permet à la petite minorité blanche de vivre de l'exploitation du noir, du fermage et de l'usure d'une

manière qui rappelle l'Irlande d'autrefois. Le Natal est la partie de l'Afrique où les abus sont les plus grands, où le mécontentement, où la déloyauté sont les plus répandus.

Un système d'assujettissement peut être tolérable tant que l'esprit patriarcal existe, comme dans le vieux Transvaal. Ces conditions une fois disparues, le système est impuissant à arrêter les difficultés et la transformation économique et sociale. Au contraire, il les aggrave. Et là où, pour un temps, ce système donne des profits considérables au colonisateur, il devient intolérable à la longue.

Donc, notre conclusion est qu'on ne peut pas empêcher l'évolution économique, sociale, politique. Mais alors, il faut en tirer les conséquences. Il ne faut pas seulement tâcher de développer la main-d'œuvre. Il faut employer toutes les forces qui ont formé la société moderne.

Il faut développer le sens économique parmi les nègres. Il faut leur donner ce qu'il ne connaissent pas : la pleine sécurité de leur revenu et de leur propriété. Il ne faut pas seulement, comme on l'a dit souvent, créer des besoins, mais surtout éveiller l'énergie pour les satisfaire. L'expérience nous montre que c'est surtout l'éducation qui crée les nouveaux besoins, que c'est l'éducation qui transforme leur mentalité. Et c'est là la première condition pour transformer leurs vieilles habitudes, pour les secouer de leur torpeur, pour les arracher à leurs vieilles croyances, en tant qu'elles font obstacle au progrès. L'éducation est une œuvre non seulement civilisatrice en général, mais de première importance pour l'évolution économique. Et, dans l'éducation, il faut comprendre, avant tout, l'œuvre de la mission, œuvre qui, certes, n'est pas entreprise pour des raisons économiques, mais qu'il faut apprécier aussi bien sous ce rapport.

Ce qu'il faut introduire avant tout, c'est l'outillage de notre système économique, l'emploi de l'argent monnayé et les moyens de communication. De ces derniers, on a tant parlé qu'il n'est pas besoin d'insister. Je ne rappellerai que le seul fait que l'abolition du portage rend libres des milliers d'hommes pour des travaux plus utiles et moins meurtriers pour la société indigène.

Et en ce qui concerne l'emploi de l'argent, nous observons,

dans toutes nos colonies africaines, son influence psychologique sur les nègres. Rien de plus puissant pour éveiller les instincts économiques.

La question de savoir s'il faut hâter la dissolution de la tribu ou non est grave et difficile. Et ce problème est entièrement lié à la question de savoir s'il faut favoriser la formation de la propriété individuelle du sol. La dissolution de la tribu ne saurait être encouragée sans le contrepois de la création de la propriété. De cette manière seulement, on peut créer de nouveaux intérêts conservateurs contrebalançant le développement dangereux d'une classe ouvrière. Or, créer une classe nombreuse de paysans noirs serait, me semble-t-il, un des devoirs les plus urgents de toute politique coloniale, partout où le nègre est mûr pour ce progrès. Et j'ai l'impression que c'est le cas dans une grande partie de l'Afrique.

On a beaucoup discuté en Allemagne, dans ces derniers temps, pour savoir s'il fallait favoriser la grande culture des planteurs européens ou la petite culture des paysans noirs. On a tort de traiter le problème d'une façon aussi absolue. L'un n'exclut pas l'autre.

Dans ces discussions, on s'est surtout demandé quelle forme de culture donnait le plus grand rendement, laquelle fournissait les plus grands profits pour l'exploitation. Mais je crois qu'on ne devrait pas perdre de vue le côté social, c'est-à-dire le point de savoir si, pour le bien-être permanent de la colonie, il est plus important d'avoir une classe nombreuse de paysans ou une main-d'œuvre abondante à la disposition de l'entrepreneur blanc.

Quiconque a suivi attentivement la politique indigène au Cap, inaugurée surtout dès 1894, sur l'initiative de Cécil Rhodes, y a vu des expériences très instructives. Tandis qu'au Natal on maintient, pour les nègres qui ne sont pas répartis, les grandes unités de peuplades, au Cap, on les a dissoutes et on a créé de petites tribus soumises à des chefs locaux. On a facilité, pour les individus, le moyen de se séparer de la tribu. Mais, en même temps, on a créé, dans les territoires indigènes, de nouvelles formes de propriété rurale. On répartit le sol en fermes individuelles, mais on les a faites inaliénables et indivisibles, et on a maintenu la

pâturage commune. Et l'on défend l'acquisition de ces terrains aux blancs. Cela ressemble un peu au système du Basutoland. Mais là, on a voulu conserver les vieilles formes de la société indigène et on n'a pas réussi. Au Cap, on bâtit des constructions modernes. A côté de cela, on a créé, pour les indigènes, de nouvelles formes d'administration autonome, des conseils de district, qui ont la charge du maintien des écoles, des routes, etc.

Cette politique indigène du Cap appartient en même temps à un autre ordre d'idées, qu'il faut encore mentionner : on doit se rendre compte des dangers que notre système économique a pour les faibles. Nous sommes loin, en Europe, du temps où la liberté individuelle était le dernier mot de la science économique. Nous sommes tous convaincus qu'il est du devoir de l'Etat de protéger les faibles contre les forts, contre leur propre faiblesse.

Eh bien, si c'est vrai en Europe, combien est-ce vrai en Afrique pour les indigènes. Nous leur devons protection non seulement dans les tribunaux, mais par la législation, par l'administration : protection pour leurs fermes, pour qu'ils ne les vendent pas ou ne s'endettent pas, protection contre l'usure dans ses formes multiples, protection contre l'alcoolisme, protection pour le contrat de travail. Nous ne pouvons oublier qu'ils sont ignorants, qu'ils ne se rendent pas compte des conséquences de leurs actes, qu'ils ne savent pas se protéger contre les hommes, parmi lesquels il y en a toujours qui sont peu scrupuleux. Nous ne saurions oublier que la vie là-dehors, où le contrôle de notre civilisation est peu développé, est apte à rendre les hommes durs. Nous pouvons avoir, de bonne foi, des idées très différentes sur les mesures à prendre, sur le degré de l'intervention de l'Etat ; mais, tout en discutant, nous devrions être d'accord sur le principe que la politique coloniale est essentiellement une branche de la politique sociale, et qu'il est du devoir de l'Etat de protéger l'intérêt permanent de la société contre les intérêts privés des particuliers.

P.39567

